

REGLEMENT DE CONSULTATION

AVRIL 2015

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

passé selon la procédure adaptée
en application des articles 26 et 28
du Code des Marchés Publics

MISE EN PLACE D'UNE CHAUDIERE BOIS-GRANULES DANS LA MAIRIE/ECOLE

Commune de MAGNONCOURT

1 place de la Mairie
70800 MAGNONCOURT

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES

lundi 11 mai 2015 à 17h00

SOMMAIRE

Article 1 : Identification de l'acheteur public.....	4
Article 2 : Objet de la consultation.....	4
Article 3 : Conditions de la consultation	4
3.1. Mode de consultation	4
3.2. Décomposition en lots	4
3.3. Intervenants	4
3.4. Solution de base.....	5
3.5. Variantes	5
3.6. Delais d'exécution	5
3. 7. Modification au detail du dossier de consultation.....	5
3.8. Délai de validité des offres.....	5
3.9. Forme juridique des groupements d'opérateurs économiques eventuels.....	5
3.10. Sous-traitance	6
3.11. Nomenclature Classification CPV (Vocabulaire Commun des Marchés).....	6
Article 4 : Contenu du dossier de consultation	6
Article 5 : Remise du dossier de consultation	6
article 6 : Visite des lieux.....	7
Article 7: Presentation des candidatures et des offres.....	7
7.1. Pieces de candidature	7
7.2. Pieces de l'offre.....	8
Article 8 : Selection des candidatures – jugement des offres	8
8.1. Selection des candidatures	8
8.2. Jugement de l'offre	9
8.3. Dispositions pour la verification des offres.....	9
8.4. Documents à fournir par le candidat retenu.....	10
8.5. Negociation	10
Article 9 : Conditions d'envoi ou de remise des offres	10
9.1. Transmission sous support papier	10
9.2. Transmission sous support electronique	11

Article 10 : Renseignements complementaires	11
10.1. Renseignements techniques	11
10.2. Renseignements administratifs.....	11

ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

COMMUNE DE MAGNONCOURT
1 place de la Mairie
70800 MAGNONCOURT
Tél : 03.84.49.07.94
Fax : 03.84.49.45.54
E-mail : m.magnoncourt@orange.fr

Personne responsable : **Monsieur Bernard FRANCOIS, Maire**

Horaires d'ouverture : lundi au vendredi de 8h30 à 11h30 et de 13h30 à 17h00
Fermé le mercredi

ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché, passé selon la procédure adaptée avec période de négociation, a pour objet **la mise en place d'une chaufferie automatique au bois-granulés d'une puissance de 70kW pour alimenter la Mairie-Ecole sur la Commune de Magnoncourt.**

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1. MODE DE CONSULTATION

La présente consultation est soumise aux dispositions des articles 26 et 28 du Code des marchés publics.

3.2. DECOMPOSITION EN LOTS

La consultation comporte un lot unique: Chaudière bois/Génie thermique

3.3. INTERVENANTS

Maitre d'Ouvrage

COMMUNE DE MAGNONCOURT
1 place de la Mairie
70800 Magnoncourt

Conduite d'opération

SIED 70
20 avenue des rives du lac
70000 Vesoul

Maitre d'Œuvre

ENERGIE CONCEPT
16 rue de la République
68040 Ingersheim

3.4. SOLUTION DE BASE

Les candidats doivent obligatoirement répondre en toute conformité à la solution de base décrite dans le CCTP. Celle-ci devra par conséquent être chiffrée dans l'acte d'engagement.

3.5. VARIANTES

Les variantes sont **autorisées**.

Les concurrents doivent présenter une proposition entièrement conforme au Dossier de Consultation (solution de base).

Si les candidats prévoient des variantes dans leur offre, ils devront, dans ce cas, les chiffrer dans des actes d'engagement distincts de celui de leur offre de base, ainsi que les chiffrer dans des DPGF distinctes.

Outre les répercussions sur le montant de leur offre de base, chaque variante devra être accompagnée de tous les éléments techniques permettant d'en valider le contenu (notices descriptives, notes de calcul, pièces graphiques...).

La décision de choisir ou non ces variantes sera portée à la connaissance du titulaire lors de la notification du marché qui lui sera faite.

3.6. DELAIS D'EXECUTION

La durée du marché est **de 4 mois** à compter de la notification du marché, prévue en juin 2015 (délai incluant les périodes de congés).

3. 7. MODIFICATION AU DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres des **modifications mineures** au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.8. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours** à compter de la date limite de négociation.

3.9. FORME JURIDIQUE DES GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES EVENTUELS

Conformément aux articles 142 et 51 du Code des marchés publics, les entreprises sont autorisées à se porter candidat sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint.

Une même entreprise ne pourra figurer dans plusieurs groupements ni présenter simultanément une offre groupée et une offre individuelle.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Dès lors, les titulaires du marché qui auraient présenté leur candidature en groupement conjoint seront tenus de transformer le groupement en groupement solidaire dès que le marché leur aura été notifié.

En cas de groupement, **la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter** doit être précisément indiquée dans l'acte d'engagement.

3.10. SOUS-TRAITANCE

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Si le candidat présente un sous-traitant dans son offre, celui-ci le sera au moyen du **formulaire DC 4** téléchargeable à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj> espace « marchés publics ».

3.11. NOMENCLATURE CLASSIFICATION CPV (VOCABULAIRE COMMUN DES MARCHES)

Objet principal : **CPV 45331110-0** : travaux d'installation de chaudières ;

ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation transmis aux candidats comprend les éléments suivants :

- **Règlement de Consultation ;**
- **Acte d'Engagement ;**
- **Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)**
- **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)**
- **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes**
- **Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux**

ARTICLE 5 : REMISE DU DOSSIER DE CONSULTATION

Il est remis gratuitement à chaque entreprise qui en fait la demande par courrier, fax ou courriel.

Il est également disponible par voie dématérialisée à l'adresse suivante : <http://www.sied70.fr/appelsoffres.aspx>

Les candidats intéressés par cette seconde solution devront fournir le nom de l'organisme, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse permettant de façon certain une correspondance électronique.

ARTICLE 6 : VISITE DES LIEUX

La visite des lieux est **obligatoire**.
Celle-ci est organisée **sur rendez vous**.

Contactez le secrétariat de Mairie au 03 84 49 07 94

ARTICLE 7: PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en **langue française**.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par eux :

7.1. PIECES DE CANDIDATURE

Les renseignements ci-dessous énumérés concernent la situation propre du candidat et permettent **l'évaluation de la capacité économique, financière et technique minimale** requise en vue de la sélection des candidatures (application des articles 44, 45, 46 et 48 du Code des marchés publics).

Si une entreprise présente sa candidature pour plusieurs lots, **elle doit présenter les documents ci-dessous en un seul exemplaire**.

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, **datées et signées** par eux :

- Lettre de candidature (DC1) et Déclaration du candidat (DC2)
Formulaires téléchargeables à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/dai>
espace « marchés publics » accompagnés des pièces éventuelles mentionnées dans les formulaires ;
- Pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat et en cas de groupement d'entreprises, le pouvoir donné au mandataire par les co-traitants pour la présentation de la candidature et de l'offre;
- Attestation sur l'honneur datée et signée, certifiant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales au titre de l'année 2012. Le candidat a toutefois la possibilité de fournir directement les certificats prouvant la régularité de sa situation fiscale et sociale.
- Copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Attestation sur l'honneur certifiant que le candidat est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-4 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- Attestations d'assurance responsabilité civile et décennale ;

- Liste des références de travaux exécutés au cours des 5 dernières années (montant, date, maître d'ouvrage), appuyées d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants ;
- Moyens humains, matériels et techniques dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.

La preuve de la capacité de l'entreprise peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate.

En cas de groupements, chaque co-traitant devra fournir l'ensemble de ces pièces.

7.2. PIÈCES DE L'OFFRE

Un projet de marché comprenant :

- **Acte d'Engagement (AE)** cadre ci-joint à compléter, à parapher, dater et signer ;
Pour les groupements d'entreprises, le candidat devra également, en cas de paiement sur des comptes séparés, fournir un tableau de répartition des montants de travaux entre co-traitants.
- **Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)** rempli et signé ;
- **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)** à signer ;
- **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)** à signer ;
- **Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux** à signer ;
- **Fiches techniques et documentation** permettant d'évaluer la qualité et les performances des matériaux et matériels proposés;
- **Mémoire technique décrivant les méthodes, l'organisation et les moyens** que l'entreprise prévoit de mettre en œuvre spécifiquement pour la réalisation du chantier, comprenant au minimum les points suivants :
 - ❖ présentation de l'entreprise
 - ❖ organigramme des effectifs affectés au chantier
 - ❖ liste du matériel affecté au chantier
 - ❖ dispositions particulières pour la protection de l'environnement du chantier
 - ❖ méthodologie adoptée par l'entreprise pour la réalisation des travaux
 - ❖ méthodologie adoptée par l'entreprise pour le tri et l'élimination des déchets
 - ❖ dispositions particulières prises pour la sécurité et la santé du personnel.
- **Attestation de visite** des lieux d'exécution.

ARTICLE 8 : SÉLECTION DES CANDIDATURES – JUGEMENT DES OFFRES

8.1. SÉLECTION DES CANDIDATURES

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles 52 et suivants (sélection des candidatures) du Code des Marchés Publics (CMP).

Ne seront pas admises :

- - Les candidatures qui ne sont pas recevables en application de l'article 43 du code des marchés publics,
- - Les candidatures qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées à l'article 7.1 du présent règlement,
- - Les candidats dont les capacités techniques, professionnelles et financières paraissent insuffisantes.

8.2. JUGEMENT DE L'OFFRE

Les offres inappropriées, irrégulières et inacceptables seront éliminées. Seules seront prises en considération les offres recevables (non jugées anormalement basses).

Les offres seront jugées conformément aux prescriptions édictées par le Code des Marchés Publics, et notamment celles de ses articles 53 et 55.

Chaque candidat devra être en capacité de fournir les matériels décrits au CCTP du ou des lots pour lesquels il candidate. Toute offre jugée incomplète au regard de ce point sera considérée comme irrecevable et ne sera pas notée.

L'offre retenue sera l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

- **Prix de la prestation : 50%**

Le critère prix sera apprécié au vu du document financier, présenté par le candidat.

La notation du prix sera établie en application de la formule suivante :

$$\text{Note} = 20 \times P_{\text{mini}} / \text{Prix}_{\text{offre}}$$

- **Valeur technique : 40%**

Elle est déterminée à partir de la pertinence des éléments contenus dans les **fiches techniques** et le **mémoire technique** suivant les modalités suivantes :

- qualité des matériaux : 4 points
 - performances des matériels : 4 points
 - méthodologie et moyens dédiés (humains et matériels) : 4 points
 - gestion du chantier (sécurité, déchets...) : 3 points
 - qualité du SAV et de l'assistance technique : 5 points
- **Références sur opérations équivalentes : 10%**

8.3. DISPOSITIONS POUR LA VERIFICATION DES OFFRES

Si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, sont constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, dans l'offre d'un concurrent, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix forfaitaire; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.4. DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE CANDIDAT RETENU

Les certificats fiscaux et sociaux attestant de la régularité de sa situation au titre de l'année 2014 seront remis par le candidat retenu dans un délai de **10 jours** à compter de la demande présentée par la Commune de Magnoncourt, dans l'hypothèse où celui-ci aura fourni dans son dossier de candidature la simple déclaration sur l'honneur de l'article 46 du Code des marchés publics.

Si le candidat ne peut produire ces documents dans un délai imparti, son offre est rejetée et le candidat concerné éliminé et le marché est attribué au candidat suivant conformément au classement des offres.

8.5. NEGOCIATION

A l'issue de l'analyse des offres, une période de négociation pourra s'engager, en référence à l'article 28 du Code des marchés publics et selon les critères de sélection précisés à l'article 8.2 et sur tout point jugé utile par le pouvoir adjudicateur pour retenir l'offre économiquement la plus avantageuse.

Les résultats de la négociation, menée par les personnes habilitées par la Commune de Magnoncourt, seront appréciés selon les mêmes critères que ceux spécifiés à l'article 8.2.

ARTICLE 9 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

9.1. TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER

Les dossiers des candidats seront remis sous pli cacheté, et comporteront une enveloppe unique qui contiendra l'ensemble des pièces de candidature et d'offre listées aux articles 7.1 et 7.2.

L'enveloppe extérieure portera la mention suivante :

Marché Public – Mise en place d'une chaufferie bois à Magnoncourt
« NE PAS OUVRIR »

Les dossiers devront être adressés par pli recommandé avec avis de réception postal ou seront remis contre récépissé, à l'adresse suivante :

Monsieur le Maire
1 place de la Mairie
70800 MAGNONCOURT

Les plis devront être reçus à l'adresse ci-dessus, avant le **11 mai 2015, à 17 h 00**, dates et heures limites de remise des offres.

Les offres devront parvenir à destination avant ces dates et heure limites.

L'expéditeur devra tenir compte des délais postaux, la Commune de Magnoncourt ne pouvant être tenue pour responsable des problèmes d'acheminement du courrier.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ainsi que ceux sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenu ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

9.2. TRANSMISSION SOUS SUPPORT ELECTRONIQUE

Les candidats sont autorisés à transmettre leurs offres par voie électronique, à l'adresse mail de la Commune.

ARTICLE 10 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront s'adresser à :

10.1. RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES

ENERGIE CONCEPT
M. Pierre ESCHBACH
16 rue de la République
68040 Ingersheim
Tél : 03 89 27 02 71

Ou par courrier électronique à : energie.concept@wanadoo.fr

10.2. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

SIED 70
Mme Céline CHAPELLE
20, avenue des Rives du Lac
70000 Vaire-Et-Montoille
Tél : 03 84 77 00 04

Ou par courrier électronique à : c.chapelle@sied70.fr

Toute demande écrite de renseignements complémentaires devra parvenir à la Commune de Magnoncourt 8 jours au plus tard avant la date limite de remise des offres. Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant reçu un dossier.

A Magnoncourt, le 16 avril 2015

Le Maire,
M. Bernard FRANCOIS

The image shows a handwritten signature in black ink, which appears to be 'B. Francois', written over a circular official stamp. The stamp is purple and contains the text 'MAIRIE DE MAGNONCOURT' at the top and '70800 (HAUTE-SAONE)' at the bottom. In the center of the stamp is a small emblem depicting a landscape with a sun, a tree, and a building.

Vu et approuvé le présent Règlement de consultation,
Etabli par la commune de MAGNONCOURT,
Pour être joint à mon acte d'engagement

A, le

L'entrepreneur